

**Janne Haaland MATLARY et Oyvind OSTERUD (dir.),  
*Denationalization of Defence. Convergence and Diversity*, 2007,  
Aldershot, Ashgate, 183 p.**

Frédéric Mérand

Volume 40, Number 2, 2009

Les relations transatlantiques dans la période de l'après-guerre  
froide

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/038289ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/038289ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Mérand, F. (2009). Review of [Janne Haaland MATLARY et Oyvind OSTERUD (dir.), *Denationalization of Defence. Convergence and Diversity*, 2007, Aldershot, Ashgate, 183 p.] *Études internationales*, 40(2), 326–328.  
<https://doi.org/10.7202/038289ar>

régionales et internationales. La contribution originale de Lakhdar Brahimi et de Salman Ahmed expose ainsi les sept péchés capitaux du maintien de la paix dans sa relation avec le local : l'ignorance, l'arrogance, la partialité, l'impuissance, la précipitation, la rigidité et les fausses promesses. Demandant humilité et adaptation de la part des fonctionnaires onusiens, les auteurs plaident pour un maintien de la paix propre à chaque contexte local. Par ailleurs, Alhaji Sarjoh Bah et Bruce Jones se penchent sur un aspect qui tend à prendre de plus en plus d'importance au niveau régional et international, et qui a ses propres effets sur le contexte local, soit la coordination institutionnelle entre les différentes opérations de paix. Que ce soit au Kosovo, en Afghanistan ou au Darfour, l'interopérabilité des différentes organisations internationales est un facteur que l'on ne peut éviter pour comprendre les défis posés aux missions de la paix. Ces « accords de partenariat » peuvent en effet constituer autant un atout qu'un désavantage marqué dans un contexte où la flexibilité institutionnelle est requise.

Outre ces deux contributions, l'intérêt de l'ouvrage réside surtout dans l'approche détaillée de chaque mission de maintien de la paix. Fait intéressant, l'ouvrage ne se contente pas d'aborder les missions onusiennes ; il prend en compte autant les missions d'autres organisations internationales (OSCE, UE, OTAN, CEI) que les missions qui sortent du contexte multilatéral classique, la mission iraquienne par exemple. L'ouvrage s'intéresse particulièrement à sept pays (ou région), qui font l'objet d'un développement spécifique grâce à des chercheurs sur le terrain, soit l'Afghanistan, la République démocratique du Congo, le Kosovo, le Liberia, le Moyen-Orient

(avec un intérêt particulier pour le Liban), le Soudan et le Timor oriental. Dans ces sept cas d'étude, l'histoire récente est détaillée, ainsi que les défis et les accomplissements des missions de maintien de la paix. L'intérêt de l'ouvrage réside aussi dans sa section statistique, qui présente un grand nombre de tableaux et de graphiques concernant le maintien de la paix contemporain. Pour conclure, il s'agit très certainement d'un ouvrage qui plaira autant aux étudiants à la recherche de clefs pour saisir et comprendre les enjeux du maintien de la paix contemporains qu'aux chercheurs ou aux praticiens des relations internationales à la recherche d'informations détaillées sur les missions de paix.

Nicolas LEMAY-HÉBERT

*Sciences Po, Paris  
et Princeton University*

### **Denationalization of Defence. Convergence and Diversity**

*Janne Haaland MATLARY et Oyvind  
OSTERUD (dir.), 2007, Aldershot,  
Ashgate, 183 p.*

La thèse d'une dénationalisation de la défense a produit certaines des analyses les plus stimulantes en sociologie et en science politique ces dernières années. Alors que Charles Moskos évoque une « armée postmoderne », Lorraine Elliott et Graeme Cheeseman parlent d'un « militaire cosmopolite ». Il semblerait que la relation longtemps symbiotique entre l'État et sa force armée se délite, en Occident tout au moins. Le soldat ne s'engage plus par patriotisme, les citoyens se désintéressent de leur armée et l'État n'utilise plus le militaire principalement pour sa défense. Comme le fait remarquer Anthony Forster dans *Armed Forces and Society in Europe*

(2006), ces analyses souffrent toutefois d'un certain relâchement dans l'articulation entre la proposition conceptuelle, très ambitieuse, et les fondations empiriques, souvent minces.

C'est une lacune que *Denationalization of Defence* tente de combler. D'entrée de jeu, les directeurs de l'ouvrage, Oyvind Osterud et Janne Haaland Matlary, posent les termes du débat. Ils définissent la dénationalisation comme un développement à deux faces. D'une part, l'*internationalisation* des forces armées les amène à fonctionner dans un cadre de plus en plus multinational, avec des équipements similaires, des pratiques convergentes et une langue commune, l'anglais. D'autre part, la *privatisation* de la sécurité entraîne le recours de plus en plus massif à l'entreprise, non seulement pour les services de soutien, comme la construction des camps, mais également pour l'usage de la force par l'entremise de sociétés militaires privées comme Blackwater.

Cette définition a l'avantage de réunir sous un même vocable deux phénomènes importants qui sont souvent étudiés séparément, le premier par les sociologues militaires, et le deuxième par les spécialistes en Relations internationales. Il ressort en effet du livre que les phénomènes d'internationalisation et de privatisation sont liés sur un point essentiel : l'effritement progressif du « monopole de la violence légitime » wébérien comme fondement de l'État moderne. Comme l'écrivent les auteurs dans la préface, « la trinité clauswitzienne du peuple, de l'État et de l'armée se désintègre ». En inscrivant les débats sur internationalisation et privatisation dans ce cadre proprement politique, le livre fait œuvre utile.

La dénationalisation de la défense est ainsi étroitement associée à la chute importante des crédits militaires depuis la fin de la guerre froide en Europe, les « dividendes de la paix », ainsi qu'à la fin du service militaire dans plusieurs pays européens. Mais les contributeurs identifient d'autres facteurs, notamment la diffusion des risques, l'élargissement des missions aux tâches humanitaires et à l'imposition de la paix, l'élévation du niveau de scolarité des militaires, les besoins de l'interopérabilité, l'accroissement des coûts liés à l'acquisition de technologie (le fameux « désarmement structurel ») et la prime de légitimité accordée à la multinationalité, par exemple dans le cadre de l'ONU, de l'OTAN ou de l'Union européenne.

Les facteurs de dénationalisation et l'expression de celle-ci sont abordés dans huit chapitres empiriques de niveau inégal. Si certains, comme celui de Jan Joel Andersson sur les transformations de la politique de défense suédoise, marient bien la théorie à l'empirie, d'autres sont un peu trop étroitement descriptifs pour réellement contribuer à l'exploration des hypothèses du livre. De manière générale, les études de cas de la Norvège, du Danemark, de la Suède et de la Finlande sont plus convaincantes que l'analyse des facteurs de privatisation et d'internationalisation. On aurait souhaité une analyse plus approfondie des questions d'interopérabilité technique et culturelle, qui sont au cœur des processus d'internationalisation militaire.

Il est par ailleurs plutôt dommage que l'analyse se limite aux pays scandinaves, dont les formes armées, depuis longtemps ouvertes aux femmes, aux syndicats, aux homosexuels et à la coopération internationale, ne sont pas les plus représentatives de la situation

générale. En particulier, les États-Unis, dont les forces armées sont très ouvertes sur certains points comme l'éducation et le rôle des femmes ou des minorités ethniques, mais très fermées sur l'homosexualité et la multinationalité, semblent constituer un cas très à part. Mais les auteurs font le pari que les pays scandinaves, à l'avant-garde de la dénationalisation, permettent de dégager les traits de la politique de défense de l'avenir. La prégnance des modèles nationaux qui se dégage des analyses empiriques proposées dans l'ouvrage permet aussi de nuancer fortement la thèse d'une armée complètement dénationalisée.

Malgré ces quelques réserves, *Denationalization of Defence* apporte un éclairage conceptuel nouveau dont les spécialistes de la politique de défense, mais aussi, au-delà, ceux qui s'intéressent aux transformations de l'État, auraient tort de se passer.

Frédéric MÉRAND

*Département de science politique  
Université de Montréal*

### **The Paradoxes of Peacebuilding Post-9/11**

*Stephen BARANYI (dir.), 2008,  
Vancouver, BC, UBC Press, 360 p.*

Cet ouvrage collectif dirigé par Stephen Baranyi se démarque dans le champ des études sur la consolidation de la paix par sa volonté de laisser place au point de vue des chercheurs du Sud. Son apport le plus important vient précisément d'un regard local sur la consolidation de la paix, plus particulièrement de l'analyse micro des trois aspects abordés, soit la gouvernance démocratique, le développement économique, de même que la démilitarisation, la démobilisation et la réintégration. La plupart

des chapitres comportent en effet une enquête de terrain sur les fondements locaux de la transition vers la paix ainsi que de leur impact sur les femmes et les minorités. À noter, l'étude que font Omar Zakhiwal et Jane Murphy Thomas de la mise en application dans les communautés du Programme national de solidarité en Afghanistan. L'ouvrage fournit ainsi une vision plus précise des mécanismes de consolidation de la paix ainsi que des obstacles à la stabilité, susceptible de reconnaître les éléments généralisables à certains cas et les particularités de certains contextes.

Les neuf chapitres traitent de six cas (Guatemala, Mozambique, Afghanistan, Haïti, Palestine, Sri Lanka), où la transition de la guerre à la paix a connu des trajectoires variables. Celles-ci sont évaluées selon une approche qui tient compte des conceptions à la fois minimaliste (cessation de la violence) et maximaliste (renforcement des capacités, développement économique, etc.) de la paix. Le chapitre rédigé par Hérard Jadotte et Carolina Hanguana, « Local Governance and Sustainable Peace. The Haitian Case », illustre justement la façon dont la paix doit être envisagée en termes minimal et maximal. Les interventions successives en Haïti démontrent comment l'atteinte des objectifs à court terme en 1994, visant la stabilisation, n'a pas fait place à une consolidation durable de la paix, mais à une rechute vers l'instabilité politique et économique. Les auteurs soulignent l'importance de bâtir des institutions publiques légitimes et efficaces, particulièrement par le renforcement de la gouvernance locale. Cela passe notamment par des projets locaux de développement, qui comportent un ensemble de contraintes, de risques et d'opportunités : s'ils représentent des